

Accord interprofessionnel
TRAVAIL DOMINICAL
DANS LES COMMERCES DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRES
(Commune de Balaruc-les-Bains)

ACCORD DU 14 NOVEMBRE 2014

RELATIF AU TRAVAIL DOMINICAL

NOR : ASET1550637M

Entre :

L'ACB,

D'une part, et

Le SYSER 34 ;

L'UR CFTC LR,

D'autre part,

Constatant que la saison thermique et touristique sur la commune de Balaruc-les-Bains suit l'ouverture de l'établissement thermal,

il a été décidé de conclure un accord afin de mettre en place des compensations à la sujétion créée par l'obligation de travailler le dimanche qui découlerait d'un classement de la commune en zone d'intérêt touristique et thermal par le préfet du département.

Article 1^{er}

Le présent accord concerne et s'applique à toute entreprise, établissement, commerce ou structure de vente au détail non alimentaire tel que visé expressément par l'article L. 3132-25 du code du travail et installé ou s'installant sur le périmètre de la commune de Balaruc-les-Bains.

Article 2

Tout salarié, quels que soient son statut, sa fonction, l'effectif de l'entreprise, de l'établissement, du commerce ou de la structure de vente au détail non alimentaire, et de quelque branche professionnelle que ce soit, amené à travailler le dimanche dans le cadre des dispositions de l'article L. 3132-25 du code du travail, devra bénéficier des garanties ou des compensations telles que stipulées ci-après.

Article 3

Une entreprise, un établissement, un commerce ou une structure de vente au détail non alimentaire installé ou s'installant sur le périmètre de la commune de Balaruc-les-Bains ne pourra dénoncer un accord collectif, un usage ou un contrat de travail prévoyant des avantages plus favorables pour les salariés travaillant le dimanche, pour se placer dans le champ d'application du présent accord.

Article 4

Les entreprises, établissements, commerces ou structures de vente au détail non alimentaires installés ou s'installant sur la commune de Balaruc-les-Bains s'engagent à ne créer aucune discrimination entre le salarié amené à travailler le dimanche et les autres salariés, notamment lors de la rédaction du contrat de travail ou avenants les liant à leur employeur, à l'exception des avantages directement liés au travail du dimanche.

Elles s'engagent également à ne procéder à aucune discrimination entre le salarié amené à travailler le dimanche et les autres salariés, notamment en matière d'évolution de carrière, de formation ou de rémunération, à l'exception des avantages directement liés au travail du dimanche.

Article 5

Les entreprises, établissements, commerces ou structures de vente au détail non alimentaires installés ou s'installant sur la commune de Balaruc-les-Bains s'engagent à limiter le recours à des contrats de travail à durée déterminée et à des contrats de travail temporaire et à privilégier le recours au contrat de travail à durée indéterminée pour travailler le dimanche.

Article 6

Les salariés, quels que soient leur statut, leur fonction et l'effectif de leur entreprise, de leur établissement, de leur commerce ou de leur structure de vente au détail non alimentaire, ayant travaillé le dimanche bénéficieront de contreparties, en plus de la rémunération de leurs heures travaillées ce jour-là, majorée des pourcentages prévus pour les heures supplémentaires suivant les cas prévus par la loi, les conventions collectives, les accords collectifs et les contrats de travail.

En conséquence, les contreparties en majoration de salaires et les contreparties en repos compensateur fixées par le présent accord pour le travail du dimanche ne peuvent en aucun cas se substituer à toute autre majoration de salaires ou contreparties, quelle que soit sa nature.

Article 7

Les contreparties prévues au présent accord sont, au choix de l'employeur, compte tenu des nécessités de fonctionnement et des contraintes économiques de l'entreprise, de l'établissement ou de la structure de vente au détail, fixées comme suit :

- soit une majoration de salaires ;
- soit un repos compensateur.

La contrepartie en majoration de salaires prévue au présent accord est fixée à 25 % du Smic horaire en vigueur pour chaque heure travaillée les dimanches.

Article 8

La contrepartie en repos compensateur est équivalente à 25 % de chaque heure travaillée et devra être récupérée dans le trimestre qui suit sa réalisation.

Les repos compensateurs restent acquis au salarié quelle que soit leur date de prise effective.

En cas de départ du salarié, à son initiative ou à l'initiative de l'employeur, le repos compensateur non pris donnera lieu à rémunération, sur la base du taux journalier du salaire de base.

Article 9

Les parties signataires conviennent de se réunir au plus tard à la fin du quatrième trimestre 2014 pour faire un point sur l'application des présentes dispositions et envisager toute nouvelle forme de compensation, notamment la formation professionnelle.

Article 10

Chaque salarié volontaire pourra bénéficier s'il le souhaite d'un certain nombre de dimanches de repos par année civile, sous condition que l'entreprise, l'établissement, le commerce ou la structure de vente au détail non alimentaire ouvre au moins 40 dimanches sur l'année civile.

Ces dimanches devront être pris par roulement en fonction des nécessités d'organisation de l'entreprise, de l'établissement, du commerce, ou de la structure de vente au détail non alimentaire, après accord avec l'employeur.

Ce nombre de dimanches varie en fonction de l'effectif de l'entreprise, l'établissement, le commerce ou la structure de vente au détail non alimentaire :

- de 1 à 5 salariés : 6 dimanches (hors congés payés) ;
- de 6 à 10 salariés : 8 dimanches (hors congés payés) ;
- de 11 à 49 salariés : 12 dimanches (hors congés payés) ;
- 50 salariés et plus : 15 dimanches (hors congés payés).

Les seuils d'effectifs ci-dessus s'apprécient en équivalent salariés temps plein.

Pour tenir compte des contraintes d'organisation des entreprises, des établissements, des commerces ou des structures de vente au détail non alimentaires, les salariés devront formuler leur demande par écrit sous réserve de respecter un délai de préavis de 1 mois.

Article 11

En vue de la mise en œuvre du présent accord, il sera constitué un groupe de travail composé de l'ensemble des parties signataires.

Ce groupe de travail se réunira au moins une fois par an et sera informé des difficultés provenant de l'application du présent accord.

Il pourra être également réuni en cas d'urgence à la demande d'une des parties signataires dans un délai maximum de 1 mois.

Article 12

Les parties signataires du présent accord renoncent à exercer tout recours pour en contester la validité.

Néanmoins, les parties signataires se réservent la possibilité de demander la révision du présent accord si de nouvelles dispositions, applicables dans ce domaine ou si l'évolution de l'activité au sein de la commune de Balaruc-les-Bains, le rendent indispensable.

Article 13

Les parties signataires s'engagent à diffuser le présent accord auprès de tous les entreprises, établissements, commerces ou structures de vente au détail non alimentaires et à les sensibiliser quant au respect des dispositions du présent accord.

Article 14

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet à compter de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté du préfet de l'Hérault accordant le statut de station d'intérêt touristique et thermal à la commune.

(Suivent les signatures.)